

Association des Villes et Communes Flamandes
(VVSG)

Rapport d'étude
Visions de la ville durable dans les pays du Sud

Rapport final

South Research

Consultants :

Søren Stecher-Rasmussen

Luk Raeymaekers

Juillet 2023



South Research SCRL - SFS
Leuvenestraat 5/2
B – 3010 Kessel - Lo
Belgique
T + 32 (0)477 58 31
F + 32 (0)16 49 83 19

www.southresearch.be
info@southresearch.be

Table des matières

INTRODUCTION.....	2
1. NOTE DE SYNTHÈSE	3
2. CONTEXTE ET OBJECTIF DE LA MISSION	6
2.1 LA VVSG ET LE CSC VD	6
2.2 OBJECTIF DE LA MISSION	6
3. METHODOLOGIE	8
3.1 CONSIDERATIONS GÉNÉRALES	8
3.2 LIMITES DE LA METHODOLOGIE	11
4. OBSERVATIONS	12
4.1 OBSERVATIONS DES PARTENAIRES SUR LA SITUATION ACTUELLE DES VILLES DURABLES	12
4.1.1 SITUATION ACTUELLE DANS LES VILLES ET COMMUNES	12
4.1.2 POLITIQUE LOCALE	14
4.1.3 COOPERATION INTERNATIONALE ET BELGE EN MATIÈRE DE VILLES DURABLES	16
4.2 VISIONS DU SUD EN MATIÈRE DE VILLE DURABLE « IDEALE »	18
4.2.1 THÈMES DE LA VILLE DURABLE	19
4.2.2 VISIONS OCCIDENTALES CONTRE VISIONS NON OCCIDENTALES DES VILLES DURABLES	21
5. RECOMMANDATIONS DES PARTENAIRES ET DE SOUTH RESEARCH	24
5.1 RECOMMANDATIONS DES PARTENAIRES	24
5.2 RECOMMANDATIONS DE SOUTH RESEARCH	24
6. ANNEXES.....	26
6.1 LISTE DES EXPERTS EXTERNES INTERVIEWÉS	26
6.2 BIBLIOGRAPHIE	27

INTRODUCTION

Le présent document contient le rapport de l'étude effectuée par Søren Stecher-Rasmussen et Luk Raeymaekers de South Research sur les visions alternatives de la ville durable, dans le contexte du Cadre Stratégique Commun (CSC) Villes Durables (VD) et de ses partenaires du Sud, pour le compte de la VVSG.

Le document comporte les chapitres suivants :

- Note de synthèse
- Contexte et objectif de la mission
- Méthodologie
- Observations
- Besoins des partenaires et recommandations
- Annexes

1. NOTE DE SYNTHÈSE

Brève description de la mission

Le Cadre Stratégique Commun Villes Durables (CSC VD) est une plateforme dont les membres œuvrent conjointement au renforcement de la ville durable (durabilité aux niveaux environnemental, économique, social et politique) par la coopération internationale. Le CSC VD a été lancé début 2022 dans le cadre d'un programme de subvention financé par la DGD (direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire). Le CSC VD compte actuellement 5 membres actifs :

- VVSG (association des villes et communes flamandes) – la force motrice de la plateforme
- UVCW (Union des Villes et Communes de Wallonie)
- Brulocalis (anciennement l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale)
- Echos Communication (ONG)
- Rikolto (ONG)

L'objectif principal de la présente mission était de se faire une idée précise, d'une part, des visions des partenaires des 5 membres du CSC VD relativement au concept de ville durable (les visions du Sud) et, d'autre part, des besoins et des attentes de ces partenaires pour pouvoir réaliser leurs visions d'une ville durable dans leurs contextes spécifiques. Les résultats de l'étude devraient permettre au CSC VD de mieux aligner ses opérations sur les visions mais aussi sur les besoins et les attentes des partenaires du Sud, notamment en vue de la réécriture/mise au point du CSC VD, prévue pour l'automne 2025.

Méthodologie

Les étapes de la méthodologie utilisée étaient les suivantes :

- Analyse des sources bibliographiques
- Enquête en ligne auprès des partenaires des membres du CSC (103 participants)
- Entretiens avec des experts externes (3)
- 12 discussions de groupe (focus group discussions – FGD) avec des partenaires des membres du CSC (41 participants)
- Atelier de réflexion avec les partenaires (17 participants)
- Compte-rendu final (restitution) avec les partenaires et d'autres acteurs intéressés (institutions, ONG, autorités communales, DGD, ...)
- Rapport final

Les partenaires provenaient d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

On ne peut pas dire que l'étude soit représentative des partenaires du CSC VD ni des régions concernées. La composition des participants à l'enquête, aux FGD et à l'atelier, est en effet marquée par la forte participation (majoritaire) de partenaires africains, d'hommes, de représentants du secteur public, et de personnes âgées de 30 à 50 ans.

Observations

Vision des partenaires sur la situation actuelle

Si l'on considère la situation actuelle dans les villes, les partenaires s'accordent sur l'accès insuffisant à des services sociaux fondamentaux de qualité (éducation, sécurité alimentaire, revenus, santé, etc.).

La privatisation des services sociaux est un facteur important à cet égard ; les services privés sont de bonne qualité et relativement coûteux, tandis que les services publics sont moins chers mais sous-financés et donc généralement de médiocre qualité.

Le contexte politique a également été identifié comme jouant un rôle important dans la situation actuelle des villes, notamment l'influence des intérêts politiques, de la corruption, du clientélisme et des dynamiques pré- et post-électorales sur les décisions politiques, à tous les niveaux de pouvoir, et sur la mise en œuvre des politiques.

Dans le cadre des échanges, les politiques locales sont apparues comme un fil conducteur, notamment en termes de participation de groupes locaux, de transparence des politiques et de mise en œuvre de celles-ci. Les plans de développement locaux sont souvent élaborés de manière participative, mais les politiques ne reflètent pas souvent, en fin de compte, les priorités des populations locales. Celles-ci ne sont en effet que peu ou pas du tout impliquées dans la définition des priorités et la mise en œuvre des politiques. D'autres acteurs et facteurs (mentionnés plus haut, notamment les intérêts politiques et les acteurs du secteur privé) ont souvent le mot de la fin à cet égard. En outre, les acteurs locaux sont généralement peu impliqués dans la mise en œuvre et le suivi des projets, ce qui se traduit par une faible responsabilisation des acteurs locaux.

Les tensions entre les niveaux politiques (en particulier entre pouvoir central et autorités locales) ont également été identifiées comme un facteur problématique dans la réalité urbaine.

Enfin, l'absence de visions communes des acteurs du Sud a également été spécifiquement mentionnée et décrite comme une faiblesse dans la perspective de villes durables.

La coopération internationale a également été passée au crible par les participants, qui ont discuté d'un certain nombre de faiblesses, notamment le manque de vision holistique des dynamiques et des relations entre les acteurs locaux. La compréhension des cultures et des pratiques locales demeurerait aussi, de l'avis de la plupart des participants, un défi pour les acteurs internationaux. Selon les participants, les acteurs internationaux avaient tendance à imposer leurs propres priorités thématiques (par exemple en matière de genre, de mouvement LGBTQ+ ou de démocratie) ainsi que la manière de travailler sur ces thèmes (par exemple une approche trop quantitative de l'égalité entre les sexes).

Enfin, les répondants ont souligné qu'il était important, dans le cadre de la coopération internationale en matière de villes durables, de créer des synergies entre les projets et les acteurs, compte tenu du manque d'articulation entre ceux-ci (tant au niveau local qu'au niveau supérieur) et du fait que les projets se déroulent encore trop en « silos ».

Les visions des partenaires en matière de ville durable idéale

Nous avons recherché les différences spécifiques entre les visions occidentales et non occidentales de la ville durable. Les conclusions suivantes peuvent être tirées :

- Les visions occidentales (du CSC) et non occidentales (des partenaires) de la ville durable reposent toutes deux sur les besoins fondamentaux (« basic needs ») ; aucune différence n'a été constatée à cet égard. Les partenaires ont aussi souligné que les thèmes liés à la ville durable étaient

interdépendants et fortement liés aux ODD, les thèmes liés à la ville durable et les ODD se renforçant mutuellement. En revanche, la hiérarchisation de ces thèmes par les participants diffère de la hiérarchisation standard de la coopération internationale.

- Dans le Sud, des thèmes tels que le climat et l'environnement sont moins urgents que les revenus, la santé et le logement, compte tenu de la difficulté des conditions de vie. Les participants ont toutefois souligné que ces thèmes sont également importants, dans la perspective d'un proche avenir.
- Le genre est également considéré comme un thème important, même si les participants ne sont pas toujours d'accord avec l'approche des bailleurs de fonds internationaux en la matière.
- Les politiques locales ont de nouveau été soulignées comme étant cruciales pour la ville durable.
- Des différences importantes ont été constatées en termes de culture, de pratiques locales et de méthodes de travail.
- La coopération internationale méconnaît trop souvent les dimensions culturelles.
- Elle a un agenda spécifique et tend parfois à l'imposer (genre, mouvement LGBTQ+, etc.).

Principales recommandations adressées au CSC

- Intégrer davantage la gouvernance locale dans les projets thématiques, en particulier pour renforcer les mécanismes de participation impliquant de multiples acteurs, dans la préparation et la mise en œuvre des politiques
 - Renforcer la capacité des partenaires dans les domaines suivants :
 - Méthodologie pour développer des visions communes dans les pays partenaires du Sud en matière de développement urbain durable
 - Méthodologie (connaissances et instruments) pour les processus de planification participative
 - Appui spécifique aux approches novatrices de la participation de multiples parties prenantes
 - Méthodologie pour la planification urbaine et l'aménagement du territoire à plus long terme
 - Lobbying et appui public (pour un changement de politique au niveau politique supérieur)
- Renforcer les synergies entre projets et acteurs, en vue d'articuler les processus et de créer une dynamique d'apprentissage entre les acteurs
- Insister davantage sur la durabilité (perspective à long terme) des projets (durabilité sociale, technique et politique) et de l'organisation partenaire (en particulier les capacités institutionnelles, en tenant également compte, par exemple, de la rotation du personnel) et, éventuellement, d'autres acteurs locaux
- Développer une meilleure compréhension des réalités locales (dynamiques locales entre les acteurs, différences culturelles, etc.) dès la phase de conception des projets
- Revoir la manière dont des thèmes tels que le genre, la démocratie, le mouvement LGBTQ+ sont abordés dans les projets : intégration plus forte dans une approche spécifique au contexte, meilleure articulation entre les attentes des acteurs internationaux et les réalités locales sur le terrain

2. CONTEXTE ET OBJECTIF DE LA MISSION

2.1 La VVSG et le CSC VD

La VVSG, Association des Villes et Communes Flamandes, est l'organisation représentative des 300 communes et centres publics d'aide sociale flamands, d'une grosse centaine de zones de police, de plus de 60 entreprises communales autonomes et autres agences indépendantes, d'une cinquantaine d'intercommunalités et d'autres partenariats entre autorités locales. Elle a 3 missions de base en ce qui concerne les autorités locales flamandes et leurs partenaires : la défense des intérêts, le partage de connaissances et la création d'un réseau.

Sur cette base, l'équipe Internationale du département Gouvernance et Stratégie de la VVSG aide les autorités locales à mettre en œuvre leur politique mondiale locale et à concrétiser localement les objectifs de développement durable (ODD).

Le Cadre Stratégique Commun Villes Durables (CSC VD) est une plateforme dont les acteurs se concertent, échangent et coopèrent à la promotion et au renforcement de la ville durable (durabilité aux niveaux environnemental, économique, social et politique) au niveau mondial, par la coopération internationale. Le CSC VD a été lancé début 2022 dans le cadre d'un programme de subvention financé par la DGD (direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire, compétente au niveau fédéral). Il compte actuellement 5 membres actifs :

- VVSG (association des villes et communes flamandes) – la force motrice de la plateforme
- UVCW (Union des Villes et Communes de Wallonie)
- Brulocalis (anciennement l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale)
- Echos Communication (ONG)
- Rikolto (ONG)

Les partenaires des membres du CSC viennent du Bénin, du Burkina Faso, du Maroc, de la RDC, du Sénégal, de l'Ouganda, de l'Indonésie, du Rwanda, de la Tanzanie, du Vietnam, de l'Afrique du Sud, de l'Équateur, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Pérou. Il s'agit aussi bien d'autorités locales, avec leurs structures faitières, que d'organisations de la société civile, d'institutions de recherche et de représentants des communautés.

2.2 Objectif de la mission

L'objectif principal de la présente mission était de se faire une idée précise, d'une part, des visions des partenaires des 5 membres du CSC VD relativement au concept de ville durable et, d'autre part, des besoins et attentes de ces partenaires pour réaliser leurs visions d'une ville durable dans leurs contextes spécifiques. Les résultats de l'étude devraient permettre au CSC VD d'identifier des pistes et des thèmes concrets sur lesquels il pourrait se concentrer à l'avenir pour mieux aligner ses activités sur les visions, mais aussi sur les besoins et attentes, des partenaires du Sud.

La nécessité d'étudier les visions des partenaires s'est imposée parce que les membres du CSC avaient le sentiment que les partenaires n'avaient pas été suffisamment impliqués, à ce jour, dans le développement de la vision de l'actuel CSC VD. Bien que les partenaires aient été invités à répondre au document stratégique du CSC dans le cadre d'un atelier numérique, ils n'ont pas été impliqués dans

son établissement (contrairement aux programmes individuels des membres du CSC, qui ont bien été développés en dialogue étroit avec leurs partenaires). Il était également important pour la DGD d'impliquer davantage les partenaires du Sud. Cette étude devait donc permettre de mieux faire entendre la voix des partenaires dans le débat relatif aux villes durables dans la coopération internationale et dans le cadre du développement/affinement du plan d'action existant du CSC.

En l'an 2023, le développement urbain durable est un phénomène très complexe, compte tenu du fait que les problèmes urbains prennent de plus en plus d'ampleur, que les contextes diffèrent, que la durabilité n'a pas la même connotation pour tout le monde et que des choix s'imposent. Les visions des acteurs du Sud en matière de villes durables sont diverses, en plein développement (comme dans le Nord) et dépendent de facteurs locaux tels que :

- les besoins en matière de logement, de revenus, de transport
- les besoins en matière de santé, d'accès à l'eau potable, d'espaces verts, de production alimentaire locale
- l'incidence du changement climatique (vagues de chaleur, inondations, etc.) et de la pollution
- l'influence des acteurs sur les décisions politiques (secteur de la construction, comités de quartier, etc.), avec ou sans processus de consultation
- les migrations
- la dualisation des villes (fossé croissant entre les zones pauvres et les zones riches)

L'idée était que les résultats de l'étude révèlent la diversité des visions en matière de villes durables parmi les parties prenantes impliquées, afin de nourrir un débat salubre au sein du CSC et entre les membres et les partenaires sur la durabilité dans un contexte urbain. Ces réflexions critiques constitueraient à leur tour une précieuse contribution à la réécriture/mise au point du CSC, prévue pour l'automne 2025.

3. METHODOLOGIE

3.1 Considérations générales

La mission consistait à dresser un tableau des opinions et des visions en matière de développement urbain durable des partenaires du CSC VD dans l'hémisphère Sud. La participation était au cœur de ce processus, comme en témoignent les étapes suivies par Søren Stecher-Rasmussen et Luk Raeymaekers, les consultants de South Research :

- Analyse des sources bibliographiques
- Enquête en ligne
- Entretiens avec des experts
- Groupes de discussion avec les partenaires des 5 membres du CSC
- Atelier de réflexion avec les partenaires :
 - Échanges sur les observations de la mission
 - Réflexion en groupes de travail sur 3 questions/propositions stratégiques
- Rapport : date limite 29 juin 2023
- Compte-rendu final (restitution) le 29 juin 2023 avec les partenaires et d'autres acteurs intéressés (institutions, ONG, autorités communales, DGD, ...).

Plusieurs méthodes de collecte de données ont été utilisées pour permettre la triangulation : des entretiens avec des experts externes, une enquête numérique, de nombreuses discussions de groupe (focus group discussion, ci-après « FGD ») avec les partenaires, 1 atelier de réflexion et 1 compte-rendu final.

Pour que les partenaires puissent s'exprimer le plus librement possible, la décision a été prise de n'admettre aucun membre du CSC dans les FGD ni à l'atelier de réflexion.

Les échanges avec les **experts externes** suivants ont constitué un élément important de la mission :

- Rafael Tuts
Directeur
UN-Habitat (United Nations Human Settlements Programme)
Global Solutions Division
Kenya
- Jean Bossuyt
Senior executive and head ECDPM's inclusive governance and accountability team
Belgique
- Amal Jabouk
Intervention Officer en formulation de projets
ENABEL
Maroc

Ces échanges, combinés à l'analyse des sources bibliographiques, ont été cruciaux pour dégager une vision plus globale de la thématique.

L'**enquête en ligne** a servi à lancer une consultation générale concernant la vision des partenaires en matière de villes durables. D'une part, l'enquête a constitué une source d'informations importantes

concernant le thème de l'étude. D'autre part, elle a fourni un input pour l'organisation des discussions de groupe, afin de stimuler le débat et de juxtaposer certaines opinions.

103 personnes ont participé à l'enquête. Les profils des participants auraient toutefois pu être plus équilibrés :

- Continents :
 - Afrique : 80 participants (78 %)
 - Asie : 13 participants (12 %)
 - Amérique latine : 10 participants (10 %)
- Acteurs :
 - Secteur public : 60 participants (58 %)
 - Société civile : 30 participants (22 %)
 - Secteur privé : 5 participants (5 %)
 - Institutions de recherche : 5 participants (5 %)
 - Autres : 3 (3 %)
- Sexe :
 - 72 participants masculins (70 %)
 - 31 participants féminins (30 %)
- Âge :
 - au-dessus de 50 ans : 28 participants (27 %)
 - entre 30 et 50 ans : 71 participants (69 %)
 - au-dessous de 30 ans : 4 participants (4 %)

Ces profils peuvent avoir eu une influence sur les résultats de l'enquête.

Les **participants aux FGD** provenaient des 3 continents. Ils représentaient les autorités locales, les organisations de la société civile, les communautés locales et les institutions de recherche. Quatre groupes de discussion ont été formés : 2 francophones, 1 anglophone et 1 hispanophone. Chaque groupe a suivi 3 sessions en ligne d'environ 1,5 heure. Ce sont donc en tout 12 sessions qui ont été organisées.

Les FGD ont duré 3 semaines et ont suivi l'approche en 3 étapes de Bill Sharpe (« Three Horizons Framework ») :

- semaine 1 : analyse de la situation actuelle en termes de durabilité urbaine
- semaine 2 : vision des partenaires en matière de ville durable (situation idéale)
- semaine 3 : changements nécessaires pour passer de la situation actuelle à la situation idéale

Une discussion de groupe hebdomadaire a donc été organisée pour chaque groupe linguistique selon la structure reprise ci-dessus.

Il faut bien constater que le taux de participation était assez faible, malgré des rappels hebdomadaires.

Les profils des participants aux groupes de discussion étaient également très spécifiques : dans certains groupes de discussion, les participants étaient principalement actifs au sein des autorités locales, dans d'autres, la société civile était surreprésentée.

Les participants étaient principalement des hommes (76 % d'hommes, 24 % de femmes) et provenaient majoritairement du continent africain (78 %).

Tableau 1 : Sexe des participants aux FGD

	Anglais	Français 1	Français 2	Espagnol	Total	%
Homme	5	9	14	3	31	76%
Femme	4	5	0	1	10	24%
Total	9	14	14	4	41	100%

Après les 12 FGD, South Research a organisé un atelier de réflexion en ligne avec les partenaires, dans le cadre duquel les consultants ont présenté leurs observations et recommandations. Au cours de cet atelier, les consultants ont également organisé 3 petits groupes de travail au sein desquels les partenaires ont discuté d'un certain nombre d'observations et de recommandations envisageables qui leur avaient été soumises par les consultants. Les résultats de ces petits groupes de travail ont ensuite été présentés en séance plénière. Pour permettre la communication entre les trois continents, une traduction en ligne simultanée en anglais, français et espagnol a été assurée.

Tableau 2 : Participants aux différents FGD et à l'atelier de réflexion

	Anglais	Français 1	Français 2	Espagnol	Total
FGD 1	6	11	9	1	27
FGD 2	4	6	5	3	18
FGD 3	6	4	6	4	20
Atelier de réflexion	3	5	5	4	17

La composition spécifique des FGD et de l'atelier de réflexion (genre, continents, types d'organisations, ...) a très probablement influencé la dynamique des échanges et leurs résultats. Les résultats des

échanges ne peuvent donc être considérés comme représentatifs des opinions des pays du Sud ni des partenaires du CSC VD.

Enfin, un compte-rendu (restitution) en ligne a été organisé le 29 juin. South Research a de nouveau exposé les observations et les recommandations à cette occasion. La DGD, des membres et observateurs du CSC, des communes belges et des partenaires ont participé à cette session. Celle-ci a aussi été traduite simultanément en ligne, en anglais, français et espagnol.

3.2 Limites de la méthodologie

- Les consultants n'ont pas parlé avec les membres du CSC (exception faite de la VVSG). Ils n'ont pas été en mesure de soumettre aux membres du CSC (dans le cadre d'entretiens ou d'ateliers) les constats spécifiques des pays du Sud relatifs à la coopération internationale/belge.
- Il n'y a, bien sûr, pas d'interprétation homogène de la durabilité ni au Nord ni au Sud, ni entre le Nord et le Sud, et cela a été confirmé par les experts.
- Les constatations finales ne sont bien entendu pas représentatives des partenaires, des secteurs ou d'un pays particulier, en raison des profils spécifiques des participants et de la participation limitée aux FGD.
- Les participants ne savaient pas toujours/n'indiquaient pas exactement quel commentaire concernait la coopération belge (et, le cas échéant, laquelle) ou une autre coopération internationale. Les participants aux groupes étaient souvent partenaires de plusieurs organisations belges et internationales. Il était dès lors difficile de disposer d'informations liées à un projet ou partenaire spécifique. Il n'est dès lors pas toujours clair si un commentaire concerne le CSC VD ou une autre coopération (belge ou internationale). Compte tenu de la mission, les questions étaient également plus axées sur le filtrage des visions et des opinions en matière de villes durables que sur l'identification des informations liées à un projet ou un partenaire spécifique.
- Les informations reprises dans le rapport proviennent principalement des échanges avec les partenaires, ce qui implique des limites en termes d'analyse. Nombre de participants ont répondu principalement en se basant sur leur implication dans la mise en œuvre de leur projet spécifique, ce qui a parfois limité la portée des réponses.
- Pour les participants, participer à un groupe de discussion hebdomadaire pendant 3 semaines et à un atelier de réflexion durant la 4e semaine constituait un investissement considérable, d'autant plus que les groupes de discussion ne faisaient pas directement partie de leurs responsabilités ni de leurs ordres du jour quotidiens. Cela a très probablement contribué au taux de participation relativement faible et très variable.

4. OBSERVATIONS

Vous trouverez ci-dessous les observations des entretiens avec les experts, de l'enquête, des groupes de discussion et de l'atelier de réflexion.

Il est important de répéter à cet égard que les « visions du Sud » se restreignent aux visions du groupe limité d'acteurs impliqués dans la collecte de données (enquête numérique, groupes de discussion, atelier de réflexion). Ces visions sont certes significatives pour le présent rapport, mais ne peuvent être considérées comme représentatives de tout ce qui se passe dans le Sud en matière de villes durables.

4.1 Observations des partenaires sur la situation actuelle des villes durables

4.1.1 Situation actuelle dans les villes et communes

Le constat, qui constitue un fil conducteur des échanges avec les participants, est l'accès insuffisant à des services sociaux fondamentaux de qualité (éducation, sécurité alimentaire, revenus, santé, ...). Cela ressort de l'enquête numérique et a été confirmé dans les groupes de discussion. Rien de surprenant à cela, naturellement : de nombreuses statistiques des institutions internationales confirment largement ce tableau. La situation quotidienne dans les villes du Sud a été décrite par les participants comme une « urgence quotidienne ».

Tableau 3 : Taux de satisfaction des partenaires concernant les services sociaux fondamentaux dans les villes

	Global	Afrique	Asie	Amérique latine
Insatisfaits	56%	62%	20%	50%
Satisfaits	38%	32%	80%	38%
Très satisfaits	6%	6%	0%	12%
Excellente qualité	0%	0%	0%	0%

Source : l'enquête numérique

Culture politique

Le facteur politique revient dans toutes les discussions avec les partenaires et les experts externes, en particulier l'influence des intérêts politiques, de la corruption et du clientélisme sur les décisions politiques, à tous les niveaux de pouvoir, ainsi que sur la mise en œuvre des politiques.

En période électorale, les autorités locales font régulièrement des promesses qui ne sont pas honorées et investissent souvent de manière opportuniste. Les autorités communales fraîchement élues ont, quant à elles, tendance à écarter les décisions et les priorités antérieures, en faveur de nouvelles activités de développement choisies pour renforcer ou établir des relations privilégiées avec des acteurs locaux d'importance stratégique (« *Les liens entre certains groupes et un certain pouvoir, c'est typique* », selon l'un des experts). Ils remplacent également le personnel administratif, de manière

structurelle, ce qui entraîne une perte de savoir-faire importante, au détriment des capacités techniques de l'administration locale.

Ces dynamiques et mécanismes classiques affaiblissent sans cesse la continuité de la politique locale et de la mise en œuvre du projet. Comme l'a souligné un expert : *« Il n'y a pas de continuité politique en raison de l'alternance de pouvoir (...) et les personnalités politiques restent souvent en place en raison du système de 'patronage', non de leurs mérites. Les élus locaux pensent souvent à court terme. Ils cherchent des avancées rapidement visibles. »*

Les acteurs locaux perçoivent et analysent ces schémas récurrents, ce qui entraîne un manque de confiance dans les autorités locales et une perte de crédibilité de celles-ci comme partenaires fiables du développement durable local pour tous.

Ce faible niveau de confiance dans les autorités locales se reflète également dans l'enquête. 72 % des répondants indiquent en effet que les politiques nationales et locales ont une incidence négative sur la mise en œuvre et la durabilité des projets de développement local.

Individualisation de la société

Les répondants ont à plusieurs reprises signalé qu'un processus d'individualisation était en cours dans la société, soit une fragmentation ou une atomisation toujours croissante des acteurs. Selon bon nombre de participants, cette individualisation se manifeste aussi au niveau des valeurs, les objectifs communs (*« le bien commun »*) étant toujours plus supplantés par les objectifs individuels. Un manque de cohésion sociale dans un contexte urbain joue également un rôle à cet égard : en raison de la migration massive des zones rurales vers les zones urbaines, les villes du Sud deviennent un creuset de différentes populations ethnoculturelles, ce qui affaiblit le tissu social local.

Influence du secteur privé

L'importance du secteur privé dans le développement urbain a été amplement commenté dans les échanges avec les partenaires, ainsi que dans les publications et les discussions avec les experts. Il en ressort que les autorités locales sont impuissantes face au monde de l'entreprise, au grand capital et aux investissements privés : *« Les entreprises déterminent 80 % du schéma de développement urbain. Autorités et ONG sont impuissantes face au monde de l'entreprise »,* a ainsi déclaré l'un des experts.

Les participants ont souligné que la privatisation des services sociaux était problématique dans le développement urbain : les services privés sont de meilleure qualité que les services publics sous-financés, mais aussi beaucoup plus chers, et donc souvent inabordables pour les personnes aux revenus moyens et inférieurs.

Selon les experts, la terre joue également un rôle crucial dans les processus de développement urbain, comme l'illustre l'exemple africain : *« L'Afrique, le continent qui connaît la croissance urbaine la plus rapide, se caractérise par une transition des terres agricoles vers le développement urbain, ce qui a pour conséquence que la valeur des terres agricoles décuple actuellement. 90 % de la valeur ajoutée revient aux nouveaux propriétaires fonciers qui sont fortement liés au pouvoir politique et ne rencontrent donc pas d'opposition de la part des autorités locales ; les autorités n'interviennent pas, parce que les élites économiques et politiques se prêtent main-forte. Il ne reste que 10 % pour les autorités locales, ce qui n'est pas suffisant pour développer des structures durables. Ce modèle urbain est intenable. Il faut incontestablement légiférer et réguler. (...) Les intérêts financiers et commerciaux ont une incidence très négative sur le programme de durabilité des villes, du fait par exemple de la*

spéculation foncière d'acteurs étrangers (...) Les villes ne savent pas où donner de la tête. Elles n'ont pas leur mot à dire dans le développement de leur domaine de compétence. » Tout ce qui précède a également été confirmé par les participants aux FGD.

Absence de vision claire dans le Sud

Finalement, dans la lignée du point précédent, l'absence de vision claire dans le Sud en matière de développement urbain durable a été clairement identifiée comme un obstacle à la réalisation de villes durables. Le développement urbain a encore largement lieu de manière aléatoire ; « *plic ploc* » selon les participants francophones, « *de manière dispersée* » selon leurs homologues anglophones. Les participants estiment qu'il est fortement influencé par le hasard, les intérêts de différents acteurs et les agendas politiques.

Une vision puissante, bénéficiant d'un appui local, reposant sur une approche fondée sur les droits, pourrait constituer une solution aux perturbations de la spéculation et promouvoir des politiques urbaines cohérentes et soutenues socialement. Comme l'a dit un participant, tant que nous ne répondrons pas plus clairement à la question de savoir « *ce que nous voulons faire de nos villes, et comment nous voulons parvenir à cet objectif* », le développement urbain peut partir dans tous les sens, être influencé par des intérêts externes, et la durabilité est tout sauf garantie.

4.1.2 Politique locale

Le niveau de pouvoir local s'est avéré être un facteur crucial dans le cadre de l'analyse par les partenaires de la situation actuelle dans les villes et, en particulier, à toutes les étapes de la politique locale. C'est la raison pour laquelle nous nous penchons sur les politiques locales dans cette section, de l'établissement de plans de développement local à leur mise en œuvre par les autorités locales, que ceux-ci soient ou non financés par la coopération internationale. Il ressort très clairement des entretiens avec les experts externes que les politiques locales constituent un *facteur clé* pour parvenir à des villes durables.

Tension entre les niveaux politiques

Les répondants ont noté une tension entre les différents niveaux politiques, en particulier entre les niveaux central et inférieur, y compris communal. Celle-ci est identifiée comme un obstacle au développement de politiques locales durables. La plupart des pays du Sud avaient une tradition de pouvoir central fort mais, dans les années 1990, en partie sous l'impulsion de la coopération internationale, des processus de décentralisation ont débuté dans le monde entier, dans le cadre desquels les compétences et donc le pouvoir ont été partiellement transférés aux autorités locales.

Cela a généré une concurrence pour les ressources et le poids politique entre le niveau central et les niveaux décentralisés de pouvoir. Dans ces relations, les autorités communales sont souvent moins résolues que le niveau central, ce qui complique la mise en œuvre de politiques fortes et cohérentes au niveau local. Les experts parlent de « *concurrence entre l'autorité locale et l'autorité centrale, qui ne veut pas accorder d'autonomie au niveau local et souhaite continuer à le contrôler* ». Les relations verticales entre les niveaux de pouvoir persistent donc. Les partenaires concluaient que la décentralisation n'avait pas apporté les ressources (au sens large du terme) ni les compétences nécessaires. « *Il y a juxtaposition entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux* », selon un participant ; chose qui a été aussi dite par d'autres participants.

Les partenaires béninois ont donné 2 exemples clairs de la façon dont l'autorité centrale exerce toujours une fonction de contrôle sur les autorités locales. Premièrement, elle a récemment introduit le système de « caisse unique », dans le cadre duquel toutes les ressources financières doivent être collectées par l'autorité centrale avant d'être réparties entre les autorités locales. Concrètement, cela signifie que les autorités locales reçoivent souvent tardivement les fonds (voire trop tard) et que les montants reçus sont inférieurs à ce qui avait été officiellement convenu, chose qui a évidemment un impact sur leurs capacités à mettre en œuvre avec succès les plans de développement locaux. Deuxièmement, en 2022, le gouvernement central du Bénin a créé une nouvelle fonction au niveau de pouvoir local : les « secrétaires exécutifs ». Certains partenaires voient ce nouveau changement comme une stratégie du gouvernement central, visant à limiter le pouvoir de décision des maires.

Processus de participation aux plans de développement local

Comme mentionné ci-dessus, les dynamiques politiques peuvent également jouer un rôle au niveau local. La politique locale débute dans tous les pays partenaires par des plans de développement ou stratégiques locaux (« development masterplan », « planification urbaine stratégique », « plan de desarrollo local »), qui sont presque toujours élaborés avec la participation d'associations de citoyens (femmes, jeunes, producteurs, ...), des communautés et des autorités (religieuses, ...), à des degrés divers, et toujours avec des accents processuels distincts. Cela pourrait laisser supposer que les politiques locales reposent automatiquement sur les besoins et les priorités des différents acteurs locaux.

La réalité est toutefois plus complexe : il semble y avoir un écart de participation entre l'établissement des plans de développement local et leur mise en œuvre finale. Si les budgets sont insuffisants, les autorités locales doivent établir des priorités, souvent affectées par des facteurs contextuels ainsi que des acteurs ou des alliances ayant une forte influence. Ceci a pour conséquence que les choix politiques finaux au niveau communal ne reflètent pas nécessairement les priorités des citoyens. En d'autres termes, les citoyens sont impliqués dans l'élaboration des plans politiques locaux, mais participent beaucoup moins à leur mise en œuvre, ainsi qu'à la hiérarchisation des thèmes.

Il se peut dès lors que les projets ne répondent pas aux attentes des acteurs locaux et de la population (en termes de services fondamentaux). Ceci peut avoir pour conséquence qu'ils se sentent moins responsables des projets réalisés. La durabilité de ces derniers pourrait dès lors s'en trouver affectée. Les autorités locales n'ont également presque pas de comptes à rendre aux acteurs locaux (« accountability »). Les experts ont souligné que « (...) les autorités locales (villes) ne coopèrent pas suffisamment avec les groupes de quartier, les citoyens, ... en termes de participation budgétaire (pas pour des sous-aspects marginaux mais fondamentalement) et d'analyse des besoins. » Et aussi : « Dans le Sud, la gouvernance est différente. Les autorités locales n'aiment pas trop devoir rendre des comptes, la participation des femmes, etc. C'est une question de cultures politiques et d'exercice du pouvoir. Les citoyens souhaitent ce changement, mais les autorités locales souvent pas. »

Cela étant dit, les groupes de citoyens sont bien sûr aussi impliqués dans ces relations de pouvoir. Ainsi, rien n'est tout à fait blanc ou noir, et les dynamiques sont complexes et profondément enracinées.

Il convient néanmoins de noter qu'un certain nombre de bonnes pratiques existantes ont également été mentionnées durant les FGD, principalement par des participants du Sénégal où, dans la zone géographique des Niayes (zone côtière dans le nord du pays, de 180 km de long sur 30 km de large), toutes les parties prenantes concernées sont systématiquement et participativement impliquées dans les plans de développement locaux et, en particulier, dans la répartition des terres disponibles. La « Municipalité de Grand Dakar », elle aussi, ne s'est pas contentée d'impliquer activement toutes les parties prenantes locales dans l'élaboration du plan de développement local et du plan opérationnel triennal, mais également dans le suivi et l'ajustement annuels de ces plans.

Une troisième bonne pratique intéressante est mise en œuvre dans la ville de Salé (Maroc). Les autorités locales y ont développé, à l'aide des médias sociaux, un système qui permet aux citoyens de surveiller, d'évaluer et éventuellement d'ajuster la qualité des services communaux. La mise en place d'un tel système de suivi participatif n'est toutefois pas un phénomène répandu au Maroc. Elle dépend principalement de la motivation et de l'engagement de l'élus de l'époque.

4.1.3 Coopération internationale et belge en matière de villes durables

Il ressort des différents échanges que tous les acteurs apprécient l'appui belge au développement urbain durable. Des pistes d'amélioration importantes sont toutefois également identifiées. Il est important de mentionner à cet égard que la distinction entre les types de coopération internationale (membres du CSC ou pas et, le cas échéant, quels membres du CSC) n'a pas toujours été explicitement exprimée ou reconnue par les partenaires.

Vision holistique des réalités locales

Selon les participants, les acteurs (belges, notamment) de la coopération internationale en matière de villes durables n'ont souvent pas suffisamment une vision holistique des dynamiques et des relations entre les acteurs locaux. Ces dynamiques sont évidemment complexes. De nombreuses relations et agendas sous-jacents sont par ailleurs difficilement perceptibles, comme les rapports de pouvoir au sein des acteurs locaux (autorités locales, communautés, chefs religieux, secteur privé, etc.) et entre ceux-ci. Elles peuvent pourtant avoir une influence sur des facteurs cruciaux tels que le contrôle des terres et de l'eau.

Les relations privilégiées entre les administrations communales et certains acteurs locaux ne sont pas non plus perceptibles à première vue, mais peuvent déterminer l'accès ou non à certains services fondamentaux. Le fait que les bailleurs de fonds internationaux ne développent pas toujours ce niveau d'analyse peut contribuer à renforcer certains acteurs locaux au détriment d'autres, ce qui peut affaiblir les autorités locales à long terme.

Un certain nombre de personnes interrogées ont également indiqué que les bailleurs de fonds internationaux ne tiennent pas suffisamment compte du pouvoir politique des chefs traditionnels. Ceux-ci constituent un maillon très important entre les autorités locales et le pouvoir central. Dans le contexte africain, en particulier, les chefs traditionnels locaux jouissent souvent d'une plus grande confiance et légitimité au sein de la population locale que les fonctionnaires et les élus communaux (qui souvent ne sont pas longtemps actifs dans la région, par exemple en raison d'élections).

Les experts confirment cette analyse : « *Les organisations internationales n'ont souvent pas d'approche intégrée et holistique des rapports de pouvoir complexes (...) on traite les symptômes, sans s'intéresser aux changements structurels, sous-jacents et fondamentaux, ni aux relations et rapports de pouvoir sous-jacents, qui déterminent en grande partie dans quelle mesure une ville connaît un développement durable.* » Et aussi : « *Le bien public est donc difficile à atteindre ici, parce qu'il est institutionnellement fragile. Les droits, les intérêts, l'exercice du pouvoir... Voilà le nerf de la guerre. Mais nous ne nous y intéressons souvent pas, parce que cela relève de l'anthropologie. C'est une différence culturelle.* » Et aussi : « *Et voilà qu'arrivent les organisations internationales avec leur discours occidental. Mais c'est plus un problème d'ignorance des processus et de méconnaissance de la diversité des acteurs.* »

Connaissance des valeurs et pratiques culturelles locales

La compréhension des cultures et des pratiques locales demeure également un défi pour les acteurs internationaux. Les exemples donnés à cet égard ne s'appliquent pas nécessairement directement aux projets des membres belges du CSC. Les principes peuvent néanmoins être gardés à l'esprit. Ainsi, le fait de placer des sources d'eau à proximité du lieu de résidence des autorités locales a pour conséquence que les femmes se sentent moins libres d'aller chercher de l'eau à cet endroit. L'installation d'une crèche à proximité d'un cimetière a également posé des problèmes aux femmes. Impossible de confirmer avec certitude que ces exemples et d'autres sont liés à la coopération belge en matière de villes durables, mais ils illustrent l'importance d'une bonne connaissance des cultures et pratiques locales.

Extrapolation par les acteurs internationaux de leur propre agenda

Selon les participants, les acteurs internationaux ont souvent leurs propres priorités thématiques, en matière de genre, de mouvement LGBTQ+ ou de démocratie, par exemple. Les participants ne rejettent pas une plus grande égalité des genres, mais critiquent la manière d'y parvenir, par exemple en imposant des quotas de participation des femmes (souvent 50 %) dans le cadre des ateliers.¹

Les attentes des bailleurs de fonds relatives à la participation des femmes aux projets de jardins potagers se sont aussi révélées problématiques, étant donné que les femmes ne peuvent officiellement pas posséder de terres dans certains pays africains. Cette façon d'envisager le genre dans les projets a été perçue comme mécanique et pas adaptée au contexte. Il a aussi été souligné, à maintes reprises, que la manière de formuler la thématique LGBTQ+ était problématique et « imposée », sans tenir compte des contextes locaux spécifiques.

Selon les experts, on peut résumer les choses comme suit : « On extrapole ses propres thèmes, sans tenir compte des rapports de pouvoir locaux ni des possibilités de financement. » Le fait que, dans le Sud, les sociétés et les autorités publiques n'aient souvent pas de vision claire qui les aiderait à délimiter les activités et les projets, ainsi que le manque structurel de ressources, contribuent au fait que les autorités locales « acceptent souvent tout ce qui se présente à elles », selon les experts. « *Il y a peu de résistance de la part des autorités locales en raison de leur dépendance financière à l'égard des partenaires internationaux, qui résulte de leur manque de ressources propres* ».

Manque de coopération dans l'approche impliquant de multiples acteurs

Finalement, la création de synergies entre les projets et les acteurs a été soulignée comme un point qu'il est crucial d'améliorer dans le cadre de la coopération (internationale) en matière de villes durables. Les participants aux FGD et à l'atelier de réflexion étaient d'avis que les projets étaient souvent peu articulés avec d'autres projets et acteurs (tant au niveau local qu'à un niveau plus élevé). Une majorité des participants a indiqué que la mise en œuvre des projets avait encore trop lieu en « silos ».

Les discussions avec les partenaires ont clairement fait ressortir deux facteurs qui entravent les synergies : d'une part, les structures de pouvoir verticales fortement ancrées dans la culture qui entravent la coopération et, d'autre part, le manque de confiance des acteurs locaux dans leurs autorités (locales).

¹Nous tenons à rappeler à cet égard que 76% des participants aux FGD étaient des hommes, ce qui peut avoir eu un impact sur les résultats des échanges.

Il en résulte que des possibilités d'apprentissage mutuel et de renforcement de l'approche impliquant de multiples acteurs ne sont pas créées ou sont manquées. Ceci peut avoir un impact sur la qualité des initiatives et des processus d'apprentissage, donc sur le renforcement des organisations impliquées. Les experts externes ont explicitement confirmé cette analyse.

Durabilité des projets et des organisations

Les participants au FGD ont clairement indiqué que les facteurs susmentionnés ont une incidence négative sur la durabilité des projets comme des acteurs locaux impliqués, au niveau organisationnel.

4.2 Visions du Sud en matière de ville durable « idéale »

Dans cette section, nous abordons les visions spécifiques des partenaires du Sud en matière de développement urbain durable. Dans le cadre de l'enquête numérique, des FGD et de l'atelier de réflexion, nous avons tenté de faire ressortir des éléments permettant d'interpréter une éventuelle différence entre les visions du Sud et celles du Nord.

La question a été posée de plusieurs manières dans le cadre de l'enquête, et des informations parfois contradictoires ont été recueillies.

Il ressort du tableau suivant (dérivé de l'enquête) que les partenaires sont d'avis qu'il existe des différences importantes entre les visions occidentales et non occidentales de la durabilité urbaine :

Tableau 4 : Selon les partenaires, existe-t-il des différences fondamentales entre les visions occidentales et non occidentales du développement urbain durable ?

	Global	Afrique	Asie	Amérique latine
Oui	72%	80%	50%	38%
Non	17%	11%	40%	38%
Je ne sais pas	11%	9%	10%	24%

Source : enquête numérique

L'enquête n'a toutefois pas permis de déterminer clairement en quoi consistaient ces différences.

Les réponses suivantes ont été données durant l'enquête à la question de savoir si les organisations travaillaient selon des visions occidentales, non occidentales ou les deux :

Tableau 5 : Votre organisation travaille-t-elle selon une vision occidentale ou non occidentale du développement urbain ?

	Global	Afrique	Asie	Amérique latine
Occidentale	10%	13%	0%	0%
Non-occidentale	12%	13%	0%	13%
Les deux	69%	67%	78%	75%

Il n’y a pas de différence claire	11%	7%	22%	12%
--	-----	----	-----	-----

Source : enquête numérique

Il ressort de ce tableau que la grande majorité des partenaires travaillent selon les deux visions de la durabilité urbaine. Ici encore, aucune ligne de démarcation spécifique n’émerge entre les visions occidentales et non occidentales.

4.2.1 Thèmes de la ville durable

Observations de l’enquête numérique

Il ressort de l’enquête en ligne que les partenaires considéraient les thèmes suivants, basés sur les ODD, comme la plus haute priorité pour une ville durable « idéale » : l’eau et l’hygiène, l’éducation, la santé, la sécurité alimentaire, la sécurité (en particulier pour les femmes, les jeunes filles et, plus généralement, les jeunes) et la bonne gouvernance locale. Il est frappant de constater que des thèmes comme le genre, le mouvement LGBTQ+, l’environnement, le changement climatique, les énergies renouvelables et les transports occupent une position extrêmement basse, alors qu’ils ont souvent une place dominante dans la coopération belge en matière de villes durables.

Tableau 6 : Priorités des thèmes durables

	80% et plus		60% - 80%		50% - 60%		En-dessous de 50%
1	Eau & hygiène 89 %	6	Bonne gouvernance locale 78 %	11	Sexe 57 %	15	Religion et spiritualité 34 %
2	Éducation 87%	7	Cohésion sociale 72%	12	Sources d’énergie renouvelables 56 %		
3	Santé 86 %	8	Emploi 66 %	13	Biodiversité urbaine 53%		
4	Sécurité alimentaire 85 %	9	Déchets communaux 61 %	14	Mobilité 52 %		
5	Sécurité 83 %	10	Logement 60 % Résilience au changement climatique 60 %				

Source : enquête numérique

Constatations dans le cadre des FGD

Ces constatations ont été à nouveau passées en revue dans les groupes de discussion, et confirmées par les participants, quoiqu’avec certaines nuances. Si les thèmes susmentionnés sont largement

considérés comme prioritaires dans le cadre de l'enquête numérique, c'est en raison des mauvaises conditions de vie. Les *besoins de base* constituent le principal défi dans ce contexte. Tant que les revenus, l'éducation, l'alimentation, la santé, l'accès à l'eau potable, etc. ne sont pas garantis, les autres thèmes restent d'importance secondaire.

Les participants étaient conscients du fait que les thèmes étaient *interdépendants et se renforçaient mutuellement*. Le genre a également été reconnu comme un thème important dans le cadre des discussions. C'est plutôt la manière dont la coopération internationale présentait les choses qui posait problème. Il ressort en revanche encore des groupes de discussion que la thématique LGBTQ+ bénéficie vraisemblablement d'un appui insuffisant dans le Sud. Dans certains cas, cette thématique était même perçue comme délicate. Ce point a aussi été explicitement souligné dans le cadre de l'atelier de réflexion.

Néanmoins, dans le cadre des groupes de discussion, l'environnement et le climat ont souvent été décrits comme fondamentaux pour l'avenir (proche ou non), compte tenu de l'impact du changement climatique et de l'influence directement observable de l'environnement et du climat sur des thèmes tels que l'agriculture, les revenus et le logement.

La « bonne gouvernance » comme priorité absolue

La « *bonne gouvernance* » est le thème qui, sur les trois continents, constitue de très loin le pilier de la ville durable « idéale ». Les participants francophones l'ont ainsi qualifiée de « nerf de la guerre » et de « centre de tout développement ». Les experts ont également souligné l'importance cruciale de la « bonne gouvernance » comme élément clé d'une politique urbaine durable.² Les participants ont spécifiquement souligné, en ce qui concerne la bonne gouvernance, 1) l'importance d'une participation transparente des acteurs locaux à toutes les étapes des cycles de projet, depuis l'identification des thèmes prioritaires dans les plans de développement locaux, leur conception et leur mise en œuvre, jusqu'à leur suivi et leur évaluation, et 2) la transparence des décisions politiques et de la mise en œuvre des politiques.

Des structures consultatives impliquant de multiples acteurs locaux existent sur tous les continents, mais les participants ont confirmé que les projets locaux, qu'ils soient ou non financés au niveau international, ne satisfont pas toujours aux priorités des acteurs locaux ou ne sont pas mis en œuvre d'une manière qui renforce l'appropriation et la durabilité.

Les participants aux FGD confirment également que, outre la volonté politique, les connaissances et les outils méthodologiques nécessaires constituent une condition préalable absolue à la mise en œuvre réussie du projet. Bon nombre d'entre eux ont indiqué que la mise en place et l'encadrement de processus de participation constructifs et transparents constituaient un défi méthodologique majeur pour eux. Ces processus sont difficiles non seulement en raison de l'insuffisance des ressources financières et/ou des capacités des partenaires, mais aussi parce que les projets sont souvent fortement axés sur les résultats et limités dans le temps, de sorte que l'accent n'est pas ou peu mis sur les processus de participation à long terme.

Autres thèmes

²Ici aussi, le profil spécifique des participants (personnel des autorités locales et organisations de la société civile coopérant avec les autorités communales) a peut-être joué un rôle.

Les plans de développement urbain et l'aménagement du territoire ont également été identifiés comme des thèmes spécifiques requérant un renforcement des autorités communales locales, compte tenu du manque de capacités techniques en la matière. Et, comme mentionné précédemment, il est nécessaire d'élaborer de manière participative une vision du développement urbain durable disposant d'un large appui.

4.2.2 Visions occidentales contre visions non occidentales des villes durables

Une question centrale de l'étude était de savoir en quoi les visions des partenaires en matière de ville durable différaient de celles des membres du CSC.

Constatations

Les réactions à cet égard ont parfois été contradictoires, tant dans le cadre de l'enquête numérique que dans les groupes de discussion. D'une part, l'enquête a confirmé que les visions étaient distinctes, sans qu'il soit clair en quoi consistait précisément cette différence. Des différences culturelles entre le Nord et le Sud ont été citées, mais pas nécessairement des différences de visions en matière de durabilité urbaine. Comme déjà indiqué ci-dessus, les partenaires estiment qu'il existe des différences de priorité en ce qui concerne les mêmes thèmes, ce qui peut s'expliquer par l'existence d'une économie de survie et le fonctionnement en mode survie des acteurs locaux dans les pays du Sud.

Les experts l'ont confirmé : *« Il n'y a pas, à proprement parler, de différence de vision. Tout le monde sait que l'écologie (etc.) est importante, mais le contexte et donc les priorités diffèrent. Car économiquement et socialement, la situation dans le Sud est précaire. L'inégalité est énorme. C'est là qu'est la différence. À défaut de revenus et de santé, le Sud ne peut se permettre le luxe de faire du climat et de l'écologie une priorité. (...) Dans le Sud, les autorités centrales ne veulent pas de cela, parce qu'elles souhaitent la croissance économique. »*

Les participants à l'enquête ont également souligné, dans une large mesure, que les perceptions occidentales du développement durable des villes n'empêchaient pas de relever les défis, comme en témoigne le tableau suivant :

Tableau 7 : Les perceptions occidentales du développement urbain durable constituent-elles un facteur qui empêche de relever les défis dans votre ville/commune ?

	Global	Afrique	Asie	Amérique latine
Oui	12%	13%	0%	14%
Non	54%	57%	43%	43%
Plus ou moins	22%	20%	14%	43%
Pas pertinent, il n'y a pas de différences	12%	9%	43%	0%

Source : enquête numérique

Un faible nombre de participants a fait part de modèles de développement occidentaux (industrialisation dans la ville, hauts bâtiments, etc.) qui ne doivent pas être automatiquement repris par le Sud. Cette vision n'a toutefois pas été spontanément exprimée (ni contredite) par d'autres participants.

Selon les participants, il y avait des visions différentes au Nord comme au Sud. On ne pouvait donc parler d'une vision unique du Nord et d'une vision unique du Sud. Dans les deux cas (Nord et Sud), les « besoins fondamentaux » étaient centraux, sans être identiques au Nord et au Sud, en raison des différents contextes.

Différences culturelles entre le Nord et le Sud

L'enquête révèle par contre clairement qu'il existe des différences entre cultures occidentale et non occidentale, et que celles-ci sont importantes dans le cadre de la poursuite de la durabilité urbaine, comme en témoigne le tableau ci-dessous :

Tableau 8 : La poursuite de valeurs (culturelles) non occidentales constitue-t-elle un facteur clé du développement urbain durable ?

	Global	Afrique	Asie	Amérique latine
Oui	74%	76%	71%	57%
Non	12%	13%	14%	0%
Je ne sais pas	9%	7%	0%	29%
Non pertinent, il n'y a pas de différence claire	6%	4%	4%	14%

Source : enquête numérique

Les dynamiques locales en termes de démocratie et de genre, les manières dont des thèmes tels que le genre sont traités, ainsi que les valeurs, les usages et les pratiques ont révélé des différences entre le Nord et le Sud. Celles-ci, comme mentionné précédemment, n'ont pas toujours été comprises par la coopération internationale.

Dans les commentaires narratifs des répondants à l'enquête, il s'agit principalement du respect des usages et habitudes locaux. Les concepts suivants ont été mentionnés à cet égard : « *Ubuntu, togetherness, LINKS (Local Indigenous Knowledge Systems), collectivisme, entraide, pratiques culturelles, valeurs socio-culturelles, gotong royong (collaboration et entraide), sense of togetherness, conocimientos ancestrales, respect des anciens, respect des us et coutumes, respect des forêts sacrées, ...* »

Conclusions relatives aux « visions »

- Les visions occidentale et non occidentale en matière de développement urbain durable coïncident largement en ce qui concerne les besoins fondamentaux.
- Elles diffèrent si l'on considère la hiérarchie des thèmes, ainsi qu'en matière de culture, de pratiques locales et de méthodes de travail.
- La coopération internationale n'a pas toujours développé une compréhension approfondie des dimensions culturelles et des complexes relations de pouvoir politiques.
- La coopération internationale a partiellement « un agenda » avec des thèmes spécifiques. Elle a tendance à le défendre fermement dans ses interactions avec les partenaires.

5. RECOMMANDATIONS DES PARTENAIRES ET DE SOUTH RESEARCH

5.1 Recommandations des partenaires

L'enquête, les FGD et l'atelier de réflexion témoignent des besoins et souhaits suivants des partenaires, dans le cadre de leur mise en place de villes durables.

- Besoin de renforcer les capacités, principalement dans les domaines suivants :
 - Méthodologie pour développer des visions communes dans les pays partenaires du Sud en matière de développement urbain durable
 - Méthodologie (connaissances et instruments) pour les processus de planification participative
 - Appui spécifique aux approches novatrices de la participation de multiples parties prenantes
 - Méthodologie pour la planification urbaine et l'aménagement du territoire à plus long terme
 - Lobbying et appui public (pour un changement de politique au niveau politique supérieur)
- Plus grande attention portée à la durabilité (c'est-à-dire à la perspective à long terme) des projets (durabilité sociale, technique et politique) et des organisations partenaires (en particulier les capacités institutionnelles, en tenant également compte, par exemple, de la rotation du personnel).
- Intégration plus forte dans les projets thématiques de processus participatifs impliquant de multiples parties prenantes
- Synergies : renforcement de l'articulation entre les projets et les acteurs, le cas échéant
- Réexamen de la manière dont des thèmes tels que le genre, la démocratie, le mouvement LGBTQ+ sont abordés dans les projets : intégration plus forte dans une approche tenant spécifiquement compte du contexte, meilleure articulation entre les attentes des acteurs internationaux et les réalités locales sur le terrain
- Mise en place d'équipes comptant de multiples acteurs, en dialogue avec les bailleurs de fonds belges, pour garantir la participation locale (conception, planification, mise en œuvre, suivi et évaluation) et mieux comprendre les cultures, les valeurs et les dynamiques locales (d'un point de vue culturel, en ce qui concerne les relations entre les acteurs, etc.)
- Extension de la coopération internationale, au-delà de la coopération de ville à ville, en accordant aussi de l'attention à d'autres acteurs locaux qui ne sont pas des partenaires officiels selon l'accord de coopération (« partenaires limitrophes ») mais qui sont impliqués dans la mise en œuvre du projet (par exemple en matière de renforcement des capacités)

5.2 Recommandations de South Research

L'élément le plus important à cet égard pour le CSC VD est de renforcer la gouvernance locale de manière transversale dans les projets thématiques. Cela implique notamment ce qui suit :

- davantage impliquer les acteurs locaux et les structures de concertation dans les projets, c'est-à-dire renforcer l'intégration transversale de la gouvernance locale (en mettant l'accent sur la participation des acteurs locaux, ainsi que sur la transparence des décisions des responsables politiques et de la mise en œuvre des politiques) dans les projets thématiques
- mieux comprendre les acteurs et les dynamiques locales
- renforcer les synergies entre les membres du CSC

Intégration transversale de la gouvernance locale dans les projets thématiques

Une manière concrète d'intégrer plus fortement la gouvernance locale (et donc de renforcer les acteurs locaux et les pratiques de gouvernance locale) dans les projets thématiques est de mettre en place des projets entre les membres du CSC, en utilisant les connaissances spécifiques au niveau de l'administration communale, des acteurs et des processus de concertation locaux. Les projets thématiques peuvent ainsi soutenir à la fois les autorités communales et les acteurs locaux (société civile) dans les processus de concertation avec les autorités communales. Les projets thématiques renforcent ainsi les structures de concertation. Les projets doivent donc être plus fortement intégrés dans une approche holistique. La synergie entre les acteurs est essentielle à cet égard.

Nous sommes conscients qu'il en va déjà ainsi, dans une certaine mesure, et recommandons de renforcer de manière substantielle cette approche.

Connaissance approfondie des réalités locales, dès la phase de conception des projets

Les partenaires ont souligné à plusieurs reprises l'importance d'une meilleure connaissance des réalités locales (politiques, culturelles, etc.) par les membres du CSC. Il s'impose également de créer des mécanismes et des structures qui permettent d'y parvenir. Une option serait d'organiser des concertations entre les acteurs belges, avec des groupes multi-acteurs, au sein desquels les divers acteurs locaux occupent une place importante.

Renforcement des capacités des acteurs locaux

Dans ce cadre, le renforcement des capacités des acteurs locaux devrait être plus central, par exemple en matière d'élaboration des agendas, de lobbying et d'appui public. Le travail social et politique doit donc trouver une place dans ce cadre. Sont cruciales à cet égard les formes innovantes et contextualisées de renforcement des capacités (par l'approche « regarder et apprendre », l'apprentissage à partir d'expériences locales, etc.)

Il est important de renforcer la capacité des autorités locales de mettre en place de véritables structures de concertation.

Synergies renforcées entre les membres du CSC

Les synergies entre les projets et les acteurs devraient être renforcées et contribuer à la capitalisation et à l'amélioration des processus d'apprentissage.

6. ANNEXES

6.1 Liste des experts externes interviewés

Rafael Tuts

Directeur

UN-Habitat (Programme des Nations unies pour les établissements humains)

Global Solutions Division

Kenya

Jean Bossuyt

Senior executive and head ECDPM's inclusive governance and accountability team

ECDPM

Belgique

Amal Jabouk

Intervention Officer en formulation de projets

ENABEL

Maroc

6.2 Bibliographie

- 1) Transforming our World – Agenda 2030 for sustainable cities – United Nations
- 2) CSC « Villes durables » 2022 -2026 – VVSG, UVCW, Brulocalis, Rikolto et Echos Communication
- 3) New Urban Agenda – UN Habitat III Secretariat
- 4) Vers des villes africaines durables – Brigitte Bariol Mathais
- 5) World Cities Report 2022 – Envisaging the future of Cities – UN Habitat
- 6) Three Horizons – The Patterning of Hope – Bill Sharpe



**Cofinancé par
l'Union européenne**

